

Section 1 : Mise à jour du Contexte

Les groupes armés restent présents et actifs dans la **Province du Nord-Kivu**.

Les opérations des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) contre les Forces Démocratique pour la Libération du Rwanda (FDLR) et leurs alliés, lors desquelles le général du FDLR a été tué, ont marqué la situation sécuritaire à Bwito en territoire de Rutshuru. D'ailleurs le territoire de Rutshuru a été marqué par 26 enlèvements et des opérations militaires contre les groupes armés afin de réduire leurs capacités de nuisance.

Dans le territoire de Walikalé, le 20 septembre, une forte présence des éléments Nduma Defense of Congo-Renove (NDC-R) a été observée autour des villages Luvungi, Binyampuri et Kembe, en groupement d'Ihana, au motif qu'ils recherchaient tous les déserteurs de leur mouvement.

Dans le territoire de Lubero, il a été rapporté des incursions et attaques contre des structures sanitaires ayant occasionné des destructions de matériels sanitaires et des enlèvements de personnel de la santé en violation de la résolution 1612 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

En territoire de Beni à Manyama, le 18 septembre 2019, des miliciens de groupes armés d'obédiences ethniques autochtones ont tenu une réunion populaire appelant la population à la désobéissance fiscale. Ces miliciens ont saccagé le bâtiment administratif du bureau de la Police Nationale Congolaise (PNC) et de l'Agence Nationale de Renseignements (ANR). Au regard de la tension observée dans cette localité à l'initiative des miliciens, les civils ont tué, par jets de pierres, un militaire des FARDC de passage. Si des éléments des FARDC décident d'intervenir militairement en guise de représailles, les populations pourraient être contraintes au déplacement.

La nuit du 22 au 23 septembre 2019, le site des déplacés de Mungote, à Kitshanga, dans le territoire de Masisi, qui est sous la coordination du HCR et géré par la Commission Nationale des Réfugiés (CNR), a fait l'objet d'une attaque meurtrière avec 2 personnes déplacées mortes et 3 PDI's blessées par balles.

Les points de contrôle tenus par des éléments des FARDC et des éléments de groupes armés sont des lieux de prélèvements de taxes illégales. Autour de Mweso en territoire de Masisi, la FDLR a érigé plusieurs barrières en mois de septembre auxquelles la population civile est victime d'extorsions et de prélèvements sur leurs biens. Cette situation restreint ainsi la circulation des civils (PDI's, PDI's-retournées, résidents et réfugiés) vers le marché et vers leurs champs.

Dans la **Province d'Ituri**, les FARDC ont lancé, depuis le 21 juin 2019, l'opération militaire dénommée « Tempête de l'Ituri » qui a permis de libérer plusieurs localités aux mains d'hommes armés non identifiés. En dépit de ces résultats, la couverture géographique par les forces loyalistes reste faible, ce qui permet aux hommes armés non-identifiés et groupes armés de continuer à mener des incursions dans des villages et des sites spontanés de déplacés (Duko et Rho en territoire de Djugu). Ces attaques ont provoqué de nouveaux déplacements de ces sites vers les autres villages et sites dont Katoto, Telega, Luvangire, Sesele, Mutumbi, et Bunia. La continuation des attaques contre les sites des déplacés par des hommes en armes risque de causer un nouveau au déplacement massif vers Bunia et des villages environnants de Bunia. Ce qui augmenterait encore les besoins humanitaires dans ces zones d'accueil.

Les habitants des zones de santé de Linga et Rety en territoire de Djugu sont victimes des exactions, comme des cas de coups et blessures et de pillages, de la part des éléments de la FARDC. Les FARDC exigeraient aux personnes qui passent par leurs points des contrôles sur l'axe Linga – Jiba entre 100 et 500 Francs Congolais. Ces exactions sont à la base du climat de méfiance entre les civils et les FARDC.

Section 2 : Mouvements de population

Nord Kivu

- A Nyazale, territoire de Rutshuru, le comité des déplacés confirme la présence de 290 ménages de 1,045 personnes nouvellement déplacées depuis le 20 septembre 2019. Ces personnes viennent des villages Mwumba, Kiringa, Rusinga, Kakika et Mashago, dans le groupement de Bukombo en territoire de Rutshuru où elles ont fui les opérations des FARDC contre la coalition Nyatura-FDLR.
- Le rapport de l'évaluation rapide des besoins au niveau du village JTN de la localité de Katsiru en territoire de Rutshuru, effectuée le 5 octobre 19 par l'ONGI HEKS-EPER Suisse, confirme la présence, depuis le 18 septembre, de 804 nouveaux ménages de déplacés formés de 4,020 individus. Ils viennent des villages Kiyeye,

Faringa, Kitunda et Majiyachunvi du groupement Kihondo à la suite des fréquents affrontements entre les groupes armés NDC-Renove et Nyatura-CMC. Ils vivent dans des familles d'accueil et dans des églises.

- En date du 20 septembre 2019, dans le Parc National des Virunga, zone de Kyavirimu, localité Vulambo, plus de 305 ménages de 1,830 personnes venant des villages Kaviniro, Vulambo et Mbene se sont déplacés vers les villages Katolo lac et Vuveyi suite à l'affrontement qui a opposé les FARDC du 3310e régiment et des miliciens d'obédience ethnique autochtone.

Ituri

- Environ 363 ménages ont été contraints de fuir les sites spontanés de Drodro, Rho, Largu, Duko, Lokpa, Bule et Kpatiz en territoire de Djugu pour se rendre à Bunia, Katoto et les sites spontanés situés entre Lopa et Inga Barrière.
- Par crainte pour leur sécurité, une centaine des déplacés des sites spontanés de Lala, Duka et Ku passent les nuits dans la brousse depuis le 19 septembre 2019. Ils regagnent les sites aux premières heures du jour.
- Le 13 septembre 2019, une nouvelle unité des éléments FARDC a été déployée dans les groupements Gokpa et Ndjaudha, secteur des Walendu Djatsi pour traquer les présumés assaillants dans le territoire de Djugu. Suite à cette arrivée, une centaine des maisons sont incendiées et 8 personnes sont torturées. Prise de panique, la population des groupements Gokpa et Ndjahada s'est déplacée au groupement voisin de Pimbo/Golo où on enregistre l'arrivée de 11,494 personnes déplacées.

Mouvements de retour

Au territoire de Beni en Nord Kivu, des personnes déplacées sont retournés de Nobili1 vers leur village Kamango depuis le 29 septembre 2019. Ce retour est la conséquence de l'annonce faite le 27 septembre 2019 par le commandant des opérations Sokola 1^{er} sur une intensification de ses opérations à Kamango et environs. Il est aussi motivé par la période de récolte du cacao allant de septembre-décembre qu'il entend sécuriser. Le nombre de retournés n'est pas encore connu.

Dans l'Ituri, territoire de Djugu, Chefferie de Walendu Pitsi, le retour de 1,017 ménages de 5,085 personnes a été observé : 513 ménages dans le groupement Landjo/Laudjo, 114 ménages dans les villages de Lomani, 96 ménages à Goddal, 71 ménages Ndjaji, 55 ménages à Bbapi, 109 ménages à Ddiddo et 68 ménages à Ddigo, 504 ménages dans le groupement Dhendo, 257 ménages dans des villages de Ngadjoka, 103 ménages à Djokaba, 22 ménages à Bu et 122 ménages à Jiba.

Section 3 : Plaidoyer

Nord Kivu

- Le Cluster Protection provincial a lancé un plaidoyer pour arrêter les prélèvements de taxes illégales aux points de contrôle tenus par des éléments FARDC dans la zone de Kitshanga (Masisi). Dans une prochaine étape le même plaidoyer sera aussi mené auprès des groupes armés afin de renforcer la liberté de circulation des populations.

Ituri

- Le Cluster Protection provincial mène un plaidoyer pour libérer 20 écoles occupées actuellement par des personnes déplacées internes afin de permettre les enfants la reprise des cours et respecter leur droit à l'éducation.
- Le Cluster Protection provincial est en train de mettre à jour l'analyse des risques de protection dans les zones d'accueil des déplacés en provenance du territoire de Djugu et plaide pour renforcer leur protection, tant dans les sites spontanés que dans les villages d'accueil.

Section 4 : Activités réalisées et prévues

Nord-Kivu

- ❖ Groupe de Travail Protection de l'Enfant
À la suite d'une série d'activités (plaidoyers, assistance, réunification, etc.) les résultats ci-après ont été atteints :

- ✓ 362 (17 filles, 345 garçons) enfants sortis des forces et groupes armés ont reçu une assistance temporaire ;
- ✓ 96 (18 filles, 871 garçons) enfants sortis des forces et groupes armés ont bénéficié d'un soutien pour la réintégration socio-économique et réinsertion communautaire ;
- ✓ 31 (14 filles, 17 garçons) enfants non accompagnés ont été réunifiés avec leurs familles ;
- ✓ 1,491 (725 filles, 766 garçons) enfants assistés dans des espaces protecteurs ont bénéficié d'un soutien psychosocial ;
- ✓ 29 filles victimes de violences sexuelles et violences basées sur le genre ont été identifiées, 11 filles ont bénéficié de la prise en charge psychosociale, 28 filles ont bénéficié de la prise en charge médicale, 26 (12 filles, 14 garçons) enfants ont bénéficié de la prise en charge en réinsertion socio-économique et éducative, et 1 fille a bénéficié d'une assistance légale.

- ❖ Lutte Anti-Mines
 - ✓ 21 sessions sur les preneurs de risques, les comportements à éviter face à une mine, sensibilisation aux mines et autres thèmes ont été délivrées à 1,650 personnes des populations locales, élèves, écoliers, cultivateurs, FARDC, la PNC et les leaders communautaires dans les territoires de Masisi (zones de santé de Mweso et Kirotshé), Rutshuru (zone de santé de Rutshuru), Beni (zone de santé de Beni et Oicha) et à Goma (zones de santé de Goma et Karisimbi) ;
 - ✓ 48 sessions ont été délivrées à 2,225 personnes dans le territoire de Lubero;
 - ✓ 8 taches ponctuelles de neutralisation et destruction des explosifs (NEDEX) avec 10 restes d'explosifs de guerre détruits dans les territoires de Nyirango, Masisi et Rutshuru.

Province de l'Ituri

- ✓ Evaluation de la situation de protection inter-organisation du 4 au 6 septembre 2019 dans le site des déplacés de Loda (zone de santé de Fataki, territoire de Djugu) où sont restées 1,500 personnes. Du fait de la présence de la MONUSCO, ces déplacés ne veulent pas quitter ce site ou ils se sentent en sécurité, mais ils font face à d'énormes besoins.
- ✓ 87 sessions ont été délivrées à 4,860 personnes dans le territoire d'Irumu ;
- ✓ 3 Taches ponctuelles NEDEX avec 2 restes d'explosifs de guerre détruits dans les territoires de Mambasa et Irumu, en Ituri.

Section 5 : Redevabilité envers les Populations Affectées

Il est indispensable que la communauté humanitaire communique sa mission et ses programmes de manière transparente aux populations affectées et il faut promouvoir un dialogue entre les acteurs de protection et les populations affectées en ce qui concerne la communication de l'information.

Dans les localités Kasiyiro, Kiseghe et Vusayi, groupement Bulengya, dans le territoire de Lubero en Nord Kivu des présumés miliciens d'obédience ethnique autochtone s'opposent à la distribution de moustiquaires imprégnées. Les miliciens soutiennent que le but de cette distribution est d'implanter et propager la Maladie à Virus Ebola dans les zones qu'ils contrôlent.

Section 6 : Analyse

Nord Kivu

En août et septembre 2019, plus de huit incursions par des inconnus armés, qui ont tué 4 personnes déplacées, ont été documentés dans la cité de Kitshanga. Vu la hausse du nombre d'incidents de protection, la population de la cité de Kitshanga a projeté de l'incendier dans le mois de septembre. Des rumeurs de plus en plus persistantes remettent en cause le caractère civil de ces sites. Des mesures urgentes sont à entreprendre en vue de renforcer la protection des déplacés de cette zone.

Ituri

Dans la Province de l'Ituri, du 1 au 20 septembre 2019, le Cluster Protection a recensé 223 incidents de protection dont 80 pillages, 28 meurtres et 26 enlèvements suite à des incursions de groupes armés dans des sites spontanés de déplacés (Duko, Rho) et des villages (Kpatiz, Dar, Bukatchle, et aurtés) dans les chefferies de Bahema Badjere et Bahema Nord.

La recrudescence de la violence dans plusieurs villages et sites des déplacés dans le territoire de Djugu pourrait conduire à des difficultés pour maintenir la cohésion sociale entre les communautés et spécifiquement entre les Lendu et les Hema. Cette situation pourrait provoquer des mouvements massifs de populations et une exposition des civils aux multiples violations des droits humains (meurtres, enlèvements, viols, coups et blessures etc.).

D'autres conséquences pourraient être observées si l'insécurité persiste :

- Les membres des communautés affectées par les conflits risquent de constituer des groupes d'auto-défenses pour la sécurisation de leurs villages ;
- Certains civils Lendu, accusés d'être les auteurs des exactions et / ou de collaborer avec les hommes armés non identifiés encourent des risques des représailles qui limitent leur liberté de mouvement ;
- L'insécurité dans la zone pourrait affecter non seulement les réponses humanitaires en cours (restreindre l'accès) dans le territoire de Djugu, mais aussi impacter sur les activités scolaires ;
- L'insécurité pourrait empêcher le retour des déplacés et des rapatriés dans la zone ;
- Extension du conflit vers les zones relativement calmes actuellement.

Recommandations:

Vu les besoins des populations affectées par le déplacement, les recommandations ci-après peuvent aider à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Nord Kivu

- ✓ Partager avec les autorités locales les informations relatives à l'avenir des sites de déplacés/intensions de retour dans les territoires de Masisi et Rutshuru ;
- ✓ Informer les autorités locales sur les possibilités ou non de la reprise de l'assistance des déplacés en général et particulièrement dans les sites de déplacés de Mungote et de Kahe à Kitshanga, territoire de Masisi;
- ✓ Discuter avec les autorités administratives et sécuritaires en vue d'analyser la reprise de la sécurisation des sites de déplacés par la Police Nationale afin d'assurer leur caractère civil ;
- ✓ Tenir une réunion de réflexion à Goma sur la thématique foncière en y impliquant toute la hiérarchie des organisations actives afin de soutenir la coordination territoriale ;
- ✓ Interpeller toute organisation humanitaire de Goma à prendre contact/informer les acteurs territoriaux de Kitshanga avant toute action locale afin d'éviter la dispersion ou la duplication des approches/activités ;
- ✓ Interpeller la hiérarchie de toutes les ONGs à Goma afin d'instruire leurs équipes dans la zone de Kitshanga à prendre part aux différentes réunions initiées localement.

Ituri

- ✓ Renforcer les mécanismes de protection des civils, dans les villages et/ou sites où ils sont exposés aux violations des droits le territoire de Djugu (Autorités Congolaises, MONUSCO) ;
- ✓ Renforcer le Monitoring de Protection y compris le système d'alertes (Acteurs de protection) ;
- ✓ Renforcer les mécanismes de protection communautaire, systèmes de surveillance, d'alertes précoces ; plan de contingence /protection communautaire pour prévenir et répondre aux menaces potentielles auxquelles les déplacés et retournés sont exposés, en tenant compte du principe de ne pas nuire (Acteurs de protection) ;
- ✓ Envisager d'organiser une mission d'évaluation des besoins notamment en protection dans les zones de déplacement (CLIO).